

## Où va l'autorité palestinienne ?

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

Ahmed Choukeiri a été le premier leader de l'OLP regroupant des factions palestiniennes, dont le Fatah. Son programme consistait alors à « jeter les Juifs à la mer. » Yahya Hammouda puis Yasser Arafat lui ont succédé, déclenchant des actions terroristes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Moyen-Orient. Chassé de Jordanie après le massacre de Septembre noir, le Fatah s'est installé au Liban, au Fatahland et en a été expulsé en 1982. Malvenu dans les pays arabes après qu'il eut pris le parti de Saddam Hussein durant la première guerre du Golfe en 1990, Arafat a été néanmoins approché par Israël : les accords d'Oslo initiés par feu Shimon Peres en 1994 ont allumé des lueurs d'espoir dans toute la région. Or, la vague d'assassinats suicide qui a suivi a obscurci ces lueurs d'espoir. La droite est revenue au pouvoir en Israël. L'échec des accords de Camp David sous le parrainage du président Bill Clinton en 2000 a reporté le règlement définitif à une date ultérieure.

Les accords d'Oslo de 1994 n'ont pas précisé la création immédiate d'un état palestinien indépendant, mais ont proposé plutôt une série de progrès intérimaires qui devraient aboutir à un accord final sur la base de la résolution 242 du conseil de sécurité des Nations unies, soit l'alignement à des frontières sûres et reconnues. Or, l'Autorité palestinienne n'était pas prête à prendre en charge le développement d'une infrastructure économique et développer le système d'éducation, de santé et de justice. Aussi l'aide internationale a été cruciale et s'est traduite par l'injection de plusieurs milliards de dollars et par l'action bénévole de centaines d'ONG. Cette aide internationale qui provient essentiellement de l'Union européenne et des États-Unis sert à régler en priorité les 150 000 salaires des membres de la police palestinienne, des forces de sécurité et de l'administration civile.

Lorsque le Hamas a remporté les élections en 2006, des heurts ont éclaté entre les factions du Fatah - jusque-là majoritaire - et du Hamas et le président de l'Autorité palestinienne a refusé de reconnaître un gouvernement dirigé par le Hamas. Les membres du Fatah ont été liquidés ou mutilés par le Hamas qui a pris le pouvoir à Gaza au mois de juin 2007. Une tentative d'union nationale a été faite en juin 2014, mais elle n'aura pas

fait long feu. Ainsi, deux entités palestiniennes indépendantes existent à Gaza et en Cisjordanie.

À Gaza, le Hamas alimenté militairement et financièrement par l'Iran – et plus tard financièrement par la Turquie et le Qatar – tient à éradiquer Israël. Le bombardement aveugle de populations civiles israéliennes par des milliers de roquettes a abouti en des conflits ouverts en 2008, 2012 et 2014, l'armée israélienne devant alors agir dans une région densément peuplée pour [éviter les pertes civiles](#). Aussi et avant d'agir, l'armée israélienne lance des tracts par avion ou initie des appels téléphoniques pour avertir les civils d'une action prochaine. Pour limiter les capacités terroristes, Israël et l'Égypte font un blocus de la bande de Gaza et inspectent les marchandises qui y pénètrent. Mais la bande de Gaza n'est pas scellée : l'écrivain kurde Medi Majid Abdallah relève que, selon un rapport de l'ONU, Israël a procuré des soins médicaux à 144 838 Palestiniens en 2008, 172 863 en 2009, 175 151 en 2010, 197 713 en 2011 et 210 469 en 2012. Le dirigeant du Hamas Ismaïl Haniyeh qui exhorte sans relâche les Palestiniens aux assassinats-suicide a envoyé sa sœur, sa fille et plusieurs autres membres de sa famille se faire traiter dans les hôpitaux israéliens...

L'Union européenne a plusieurs fois recommandé à l'Autorité palestinienne de mieux gérer les fonds qu'elle octroie, car mis à part la ville de Ramallah où siège l'Autorité palestinienne, le reste de la Cisjordanie souffre de carences graves qui ne sont pas adressées. L'anarchie règne à Naplouse et des règlements de compte entre Palestiniens y sont fréquents. Quant à Hébron, l'autre ville importante de Cisjordanie, son conseil tribal veut faire revivre l'ancienne allégeance au roi de Jordanie. Dans l'ensemble de la Cisjordanie, beaucoup se plaignent du chaos existant, de l'anarchie, des conflits internes et de la corruption. Selon un rapport publié par l'Union européenne en décembre 2013, 2 milliards de dollars transférés à l'Autorité palestinienne entre 2008 et 2012 auraient disparu sans laisser de trace. En outre, les enfants du président Abbas disposeraient d'une fortune se montant à des centaines de millions de dollars.

L'autorité du Fatah est remise en question en Cisjordanie même et le Fatah réagit fortement pour conserver sa suprématie. Certains avancent que les affrontements armés entre Palestiniens en 2015 viseraient en fait à avancer les positions de ceux qui voudraient succéder au président Abbas âgé de 81 ans. Ce serait Dahlan, anciennement en charge de la sécurité de l'Autorité

palestinienne à Gaza avant que le Fatah n'en soit expulsé en 2007, qui serait derrière cette instabilité et aurait l'appui de plusieurs pays arabes. Toujours est-il que les élections municipales devant se tenir en 2016 ont été reportées. Lors des dernières élections en 2012, le taux de participation a chuté à 55 % alors qu'il était de 77% aux élections précédentes. Le Fatah avait alors perdu dans les villes de Ramallah, Naplouse et Jénine. Le report des élections est peut-être dû au fait que le Hamas a déclaré ne plus vouloir boycotter les élections et qu'en outre, le Hamas qui tient le pouvoir à Gaza a disqualifié des candidats potentiels du Fatah. Une tentative d'union a été initiée à nouveau en 2017.

Dans l'état actuel des choses, il est difficile d'entrevoir un accord définitif tant les Palestiniens sont fragmentés. Si l'Autorité palestinienne s'effondre, la situation ne ferait qu'empirer. Il devient urgent que les institutions internationales responsabilisent l'Autorité palestinienne et la forment à une gestion efficace et transparente.